

# *La Révolution bleue*

Le porte-parole : Claude Reichman

Communiqué du 20 juillet 2008

## **La Révolution bleue demande la dissolution du Comité national d'éthique et la démission de M. Franz-Olivier Giesbert, directeur du *Point***

La Révolution bleue a pris connaissance avec indignation des propos tenus dans l'hebdomadaire *Le Point* du 3 juillet 2008 par M. Pierre Le Coz, vice-président du Comité consultatif national d'éthique.

Pour M. Pierre Le Coz « **les médecins doivent désormais tenir compte du prix des médicaments dans leurs décisions. Notre vision va devenir "sacrificielle" : il vaut mieux correctement prendre en charge un père de famille de 40 ans, qui est rentable pour la société, qu'une personne de 80 ans qui n'a plus toute sa tête.** »

Si l'éthique consiste désormais à faire ce genre de calculs, mieux vaut se passer de l'éthique et de son Comité et revenir à la pure et simple morale pour qui toute vie est sacrée et mérite d'être préservée.

La Révolution bleue constate que l'emprise de la Sécurité sociale sur la société française est devenue telle qu'elle est en train de la faire verser dans l'horreur du « meilleur des mondes ». Et tout cela parce que la Sécurité sociale a perdu de vue l'individu au profit d'une collectivité aux contours sans cesse élargis. Est-il normal que des millions d'adultes n'ayant jamais cotisé soient pris en charge par la Sécurité sociale quand on envisage froidement de priver de soins des millions de personnes âgées qui ont cotisé toute leur vie ?

Un tel scandale doit cesser. La Sécurité sociale doit être mise en concurrence, conformément aux dispositions européennes intégralement transposées dans les lois françaises, de manière à ce que la protection sociale des Français soit assurée dans les conditions les moins onéreuses et qu'on ne puisse prétendre à son bénéfice qu'en y cotisant, à l'exception des personnes défavorisées ou en situation précaire qui relèveront de la solidarité nationale assurée par l'impôt.

La Révolution bleue demande à M. le Président de la République de procéder à la dissolution du Comité consultatif national d'éthique, qu'ont discrédité les propos de son vice-président.

La Révolution bleue demande également la démission de M. Franz Olivier Giesbert, directeur du *Point*, qui a publié les déclarations de M. Pierre Le Coz sans les assortir de la moindre critique, leur donnant ainsi un aval inacceptable.